

Basics Network C/O Techno Plus
13, rue Robert Houdin F-75011 Paris
Tel : 00 33 6 03 82 97 19
Internet : www.basics-network.org
e-mail : basics@basics-network.org



Auteur / chef de projet : Thierry CHARLOIS
Tel : 00 33 1 43 43 45 94
e-mail : thierry_charlois@yahoo.fr

Convention : SI2.322081 (2001CVG2-206)

Réseau Basics / Projet Stratégique

Rapport Final



Figure 1 : Rencontre de Leipzig - Oct. 2002

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : RAPPORT GENERAL **5**

1. INTRODUCTION	5
2. DIAGRAMME DU PROJET	6
3. LE PARTENARIAT	9
4. CALENDRIER DES TRAVAUX	10
5. LES OUTILS	11
51. LE QUESTIONNAIRE INTERNE DU RESEAU	11
52. SITE INTERNET ET E-GROUPES	11

CHAPITRE 2 : RAPPORTS DES TRAVAUX **13**

1. PROJET FEDERAL, CHARTE, INTEGRATION NOUVEAUX GROUPES	13
11. LA CHARTE	13
12. LE STATUT DE MEMBRE ET L'INTEGRATION DE NOUVEAUX GROUPES.	13
13. LE PROJET DE FEDERATION	14
2. ECHANGES DE SAVOIR FAIRE	16
21. RESULTATS DU QUESTIONNAIRE	16
22. ECHANGES DE SAVOIR-FAIRE SUR LES PRATIQUES D'INTERVENTION	17
23. ECHANGES DE SAVOIR-FAIRE SUR LA FORMATION DES VOLONTAIRES	17
3. ECHANGES D'INFORMATIONS	18
31. RESULTATS DU QUESTIONNAIRE	18
32. TRADUCTION DES DOCUMENTS DE REDUCTION DES RISQUES	20
4. ECHANGES DE VOLONTAIRES	21
41. OBSERVATIONS GENERALES	21
42. LES ECHANGES REALISES	21
5. SUMMER TOUR	22
51. LA PREPARATION DU SUMMER TOUR	22
52. L'ANNULATION DU SUMMER TOUR	23
53. LES INTERVENTIONS COMMUNES	23
6. PROMOTION DU SAFER DANCE	25
7. SOUTIEN AUX GROUPES EMERGEANTS	26
8. CHAMP SCIENTIFIQUE, DRUG CHECKING	26
81. EVALUATION DE LA SITUATION INTERNE DU RESEAU.	27
82. LE BASICS RESEARCH GROUP (BRG)	30
83. LE GUIDE " <i>RECOMMANDATIONS SUR LES TESTS DES DROGUES</i> "	31
84. L'EVALUATION DES BESOINS DES CONSOMMATEURS EN TERME DE "DRUG CHECKING"	31
85. LE SYSTEME D'ALERTE RAPIDE	31

CHAPITRE 3 : EVALUATION **33**

1. GENERALITES	33
2. RESULTATS ATTENDUS	33
3. L'AVENIR DU RESEAU	34

ANNEXES

Annexe 1 : **Rapport financier**

Annexe 2 : **Charter, federation project, articles of association** (fichiers informatiques)

Annexe 3 : **Les produits du projet**

Les guidelines en versions anglaises, françaises, allemandes, espagnoles et italiennes.

Documents informatiques:

- Guideline "*recommandations pour le chill out idéal*"
- Guideline "*Guide de la formation pour des projets associatifs de santé communautaire dans le milieu techno*"
- Guideline "*Recommandation pour les tests des drogues*"
- Les traductions des documents de réduction des risques

Documents papiers joints au rapport final :

- Guideline "*safer dance et projets de santé communautaire*"
- Guideline "*Recommandations pour projets de santé communautaire émergeant dans les milieux festifs liés aux musiques électroniques*"

Annexe 4 : **Rapports des rencontres** (fichiers informatiques) :

Rencontres "stratégiques" : *Report meeting Paris 01*
Report meeting Barcelona 02
Report meeting Edinburg 02
Report meeting Bologna 02

Autres rencontres : *Report Sonics meeting*
Report IHRC slovenia
Report Club Health 2002
Report meeting Brno 02

Visites coordinateurs : *Report visit Crew 2000*
Report visit Bologna

Annexe 5 : **Le questionnaire** (fichiers informatiques)

- Le questionnaire vierge
- Le questionnaire rempli par Techno Plus
- Les "cartes d'identité" des partenaires ayant rempli le questionnaire

Annexe 6 : **Basics Research Group (BRG)** (fichiers informatiques)

- The BRG (Barcelona report – May 2002)
- The drug checking questionnaire report
- The Basics drug checking questionnaire

Annexe 7 : **Les interventions commune** (fichiers informatiques)

Annexe 8 : **Les échanges de volontaires** (fichiers informatiques)

Chapitre 1 : RAPPORT GENERAL

1. Introduction

Ce présent rapport est une plate forme de l'ensemble des documents annexés : rapports de meetings, guidelines, etc.... Ces documents annexes ont été écrits initialement pour un usage interne et sont donc rédigés en anglais.

Lorsque nous avons pris la décision de répondre à l'appel à propositions de la **DG SANCO/G2**, la proximité de la date limite de remise des dossiers nous a obligé à une certaine hâte dans l'élaboration de notre projet. Nous n'avons pas eu le temps ni les moyens financiers pour organiser un rencontre de partenariat.

Lors de la première rencontre organisée à Paris au mois de novembre 2001 dans le cadre du projet, nous avons constaté un accord général de l'ensemble des partenaires sur les objectifs et résultats attendus du projet, ce qui était naturel, car ils étaient issus d'une rencontre organisée à Paris en septembre 2000 qui avait eu pour but de relancer le réseau créé en 1998 à Bologne. En revanche, les aspects techniques du projet (budget, calendrier, méthodologie) n'étaient pas intégrés par l'ensemble des partenaires, car nous n'avons pas eu l'opportunité de nous rencontrer depuis et les échanges par courriers électroniques n'avaient pas répondu aux besoins de relations humaines du groupe.

Nous avons donc dû organiser début février 02 à Barcelone une rencontre axée sur la coordination regroupant les principaux leaders du réseau afin de réétudier ensemble le projet et faire en sorte qu'il soit réapproprié par tous de façon définitive. Cette rencontre a d'ailleurs été un succès : organisation interne de référents par activités et établissement d'un agenda général de déroulement des travaux conçu et agréé par tous.

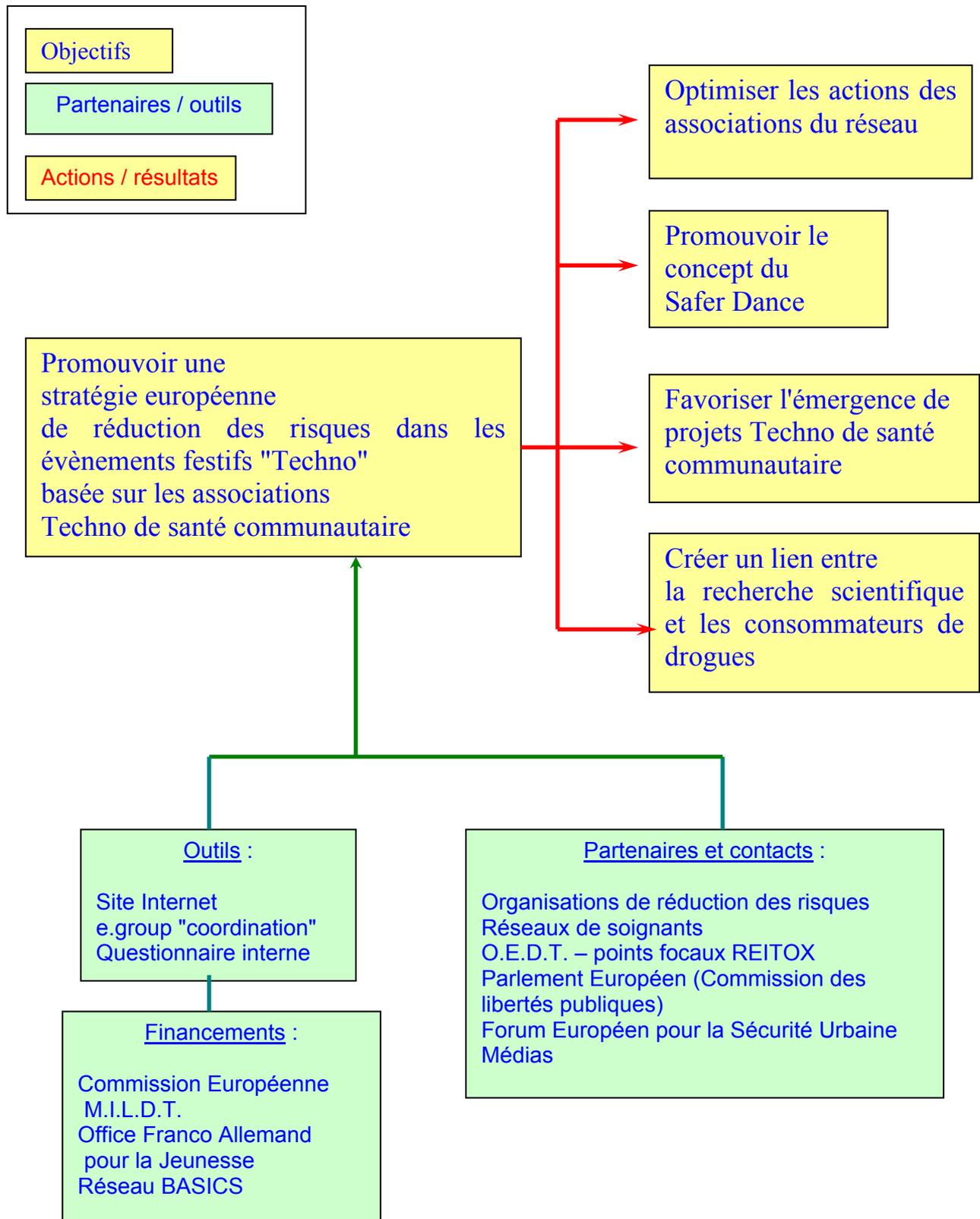
Cette situation a abouti à une première demande d'avenant concernant la modification du calendrier des travaux et la prolongation du projet du 31 octobre au 31 décembre 2003.

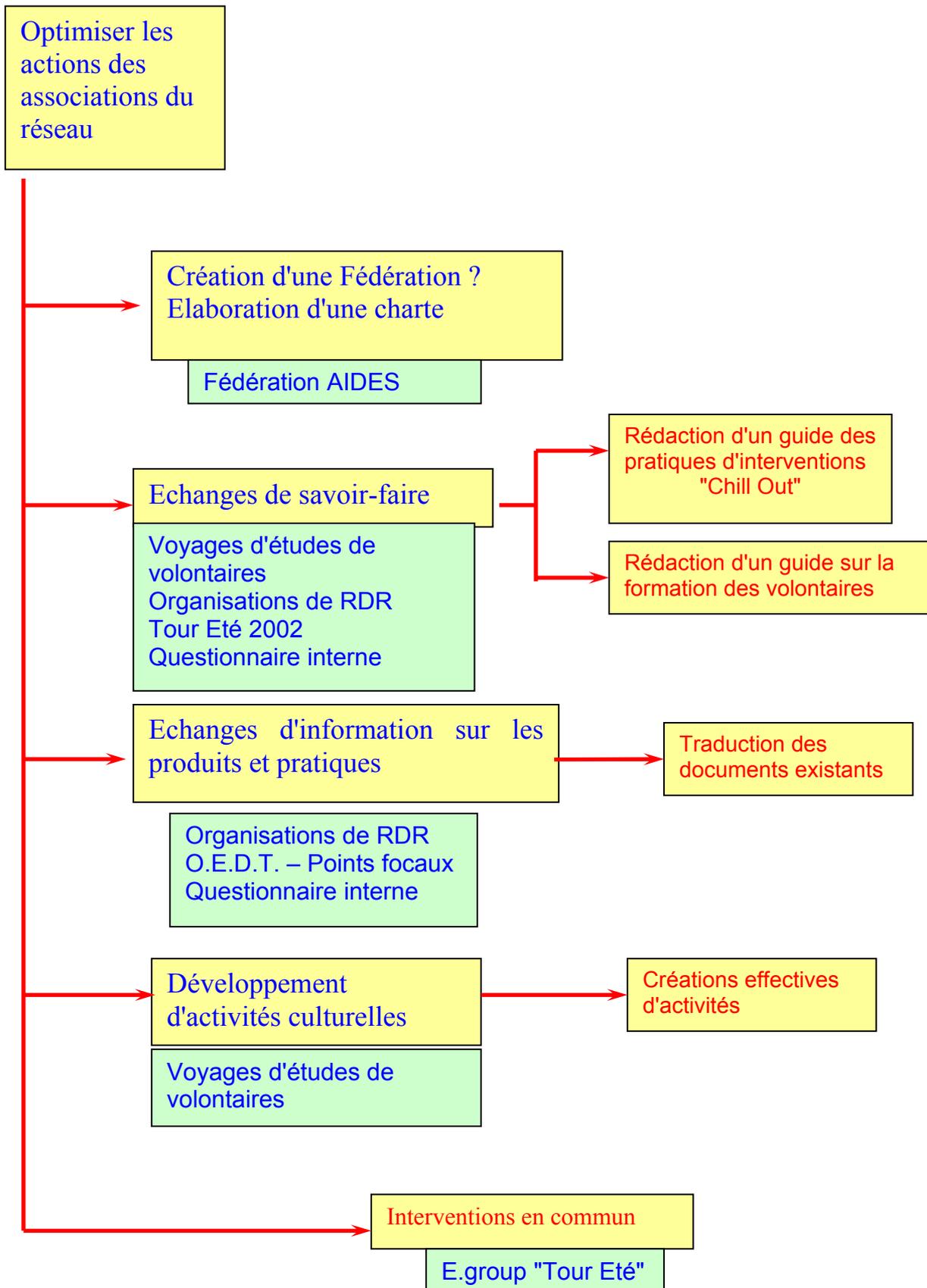
Puis, la situation politique en France (élection générale) a conduit au gel des subventions ce qui a privé l'association Techno Plus, porteuse du projet, des ressources financières et humaines nécessaires à la réalisation du **Summer Tour 2002** (Chill out européen itinérant) tel que nous l'avions conçu. Ce projet estival a donc dû être annulé dans sa forme initiale mais des interventions en commun ont tout de même été réalisées (Cf. chapitre - Titre 5) par les partenaires. Il est à noter que pour le conseil d'administration de l'association Techno Plus, le projet stratégique du réseau Basics a été considéré comme une priorité absolue et que tout a été entrepris pour le préserver au maximum alors que dans le même temps, ce conseil décidait du licenciement des deux tiers des salariés de l'association et de la fermeture de son local d'accueil, de ses ateliers et de ses bureaux.

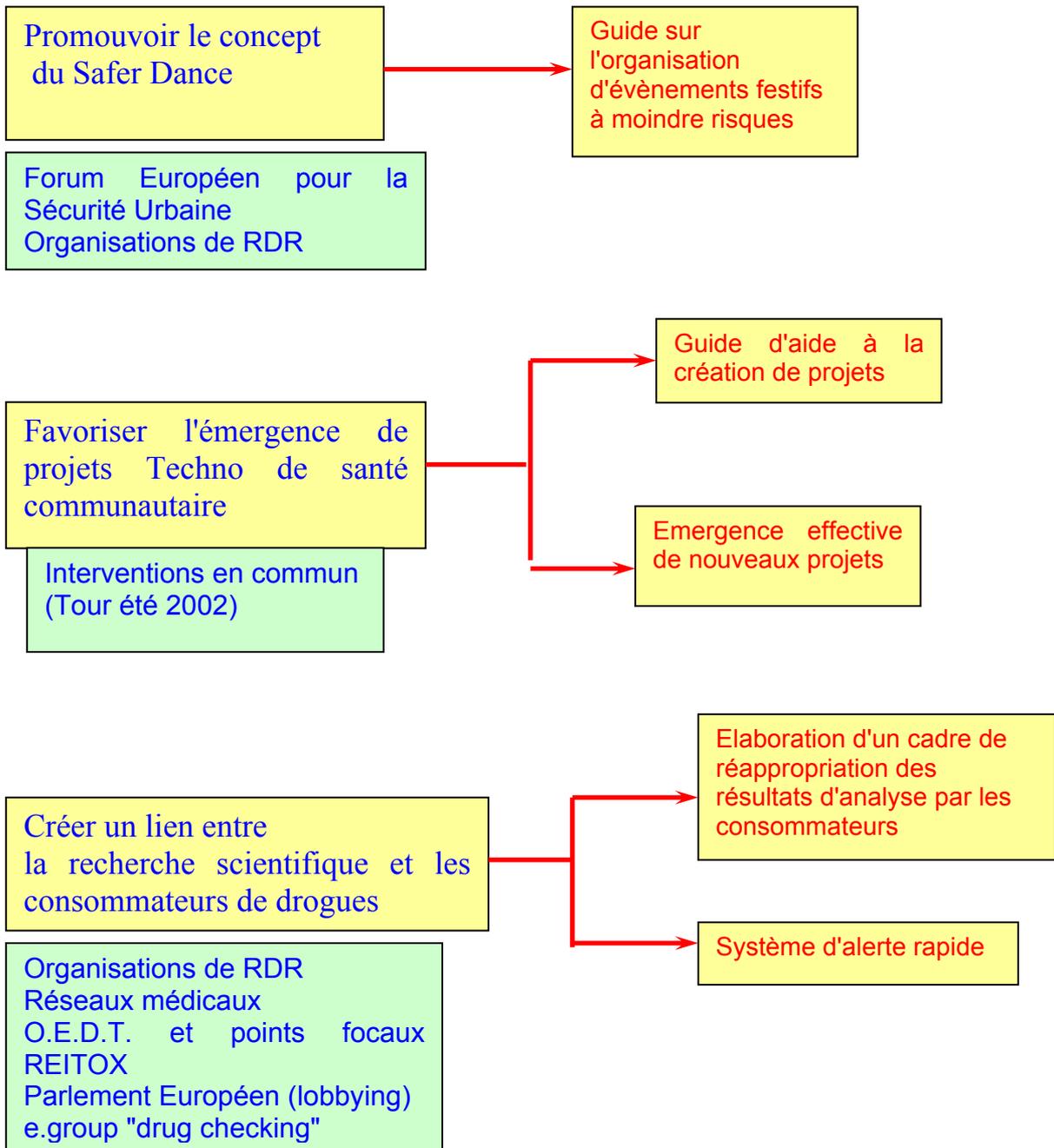
Cette nouvelle situation a entraîné une deuxième demande d'avenant essentiellement basée sur une réduction du budget du projet, du fait de l'annulation du **Summer Tour 2002**.

Mais malgré les déboires que nous avons rencontrés, le projet a été globalement mené à bien, et les partenaires se préparent à répondre à l'actuel appel à propositions de la **DG SANCO**.

2. Diagramme du projet







3. Le partenariat

La réalisation du projet a permis de tester la capacité d'investissement des différents membres du réseau, tous partenaires naturels du projet. Il était très difficile pour un premier projet d'évaluer la fiabilité des partenaires et dans un même temps, étant donnée la dimension politique du réseau, nul ne pouvait être exclu a priori.

De fait, le degré de participation de chaque partenaire a entraîné une redéfinition du statut de membre au sein du réseau, entre membres et membres actifs.

Bien évidemment pour le prochain projet, le partenariat sera envisagé sous un angle beaucoup plus pragmatique et ne devrait concerner que les membres actifs.

La réalisation du présent projet a été beaucoup plus "identitaire" que prévu initialement : Les actions ont été menées quasi-exclusivement par les membres du réseau (donc par des groupes de santé communautaire issus du mouvement "Techno"). Il s'agit d'une première démarche de travail et il semble assez naturel que le réseau ait eu envie de mieux se connaître dans un premier temps. Les ouvertures pratiquées l'ont été essentiellement vers des associations similaires des pays d'Europe centrale ou d'Amérique du Nord. Pour le prochain projet, une volonté partagée d'élargir les partenariats à l'ensemble des acteurs concernés par nos actions est clairement exprimée.

Nous n'avons pas observé de regroupements de partenaires en fonction de leur nationalité, bien que le projet de fédération poussait à cette démarche, mais plutôt à des coopérations renforcées en fonction des compétences et centres d'intérêts de chacun.

Tableau de partenariat / répartition des tâches

	Coor. Gest°	Politiq.	Echang. Savoir-faire	Echang. Info	Echang. Volont.	Actions sur site	Safer dancing	Groupes émerg.	Scientif. Drug check.
Crew 2000	P	P	R ¹	P	P	P	P		P
Chill Out Coll.		P	P	P	P	P	P		P
Techno Plus	C	R	C	C	C	R	P	C	P
Techno + G.O.			P	P		P			
Techno + S.O			P	P		P			
Agoratek			P	P		R			P
Le Tipi		P	P	P		C		R	P
Keep Smiling			P	P					
Energy Control	P	P	P	P	P	P	C	P	P
Drop' In	P	R	P	P		R		R	P
Alice		P	P	P					
Eve&R. NRW		P	P	P				P	P
Eclipse		P	R ²	R	P	R	P		C
Drug Scouts	P	P	P	P	P	R	P	P	R

Coordinateur = C ; Référents = R ; Partenaires = P.

¹ Crew 2000 et Techno Plus étaient référents de la formation des volontaires

² Crew 2000 et Eclipse étaient référents du guide sur l'organisation du chill out idéal

4. Calendrier des travaux

Les rapports des rencontres sont joints au présent rapport [cf. annexe 4].

<p>◆ 6 au 12 novembre 2001 - Séminaire européen à Paris Nb participants BASICS : 17 + Techno Plus - consultants/experts: Médecins du Monde, Check it, Jellinek Preventie, Chill Out Collective, Party Project, Prevtech, MILDT, EMCDDA, OFDT, Parlement Européen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Session interne : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Atelier "identité et politique" : Elaboration chartre éthique - Réflexion : projet création entité juridique, relations du réseau avec champ politique, Union Européenne, champ scientifique, scène culturelle et médias. ✓ Atelier "échanges et soutien" : Quels échanges d'informations et d'expérience ? Comment soutenir les groupes émergents ? Mise en place questionnaire interne. • Session externe : Echanges entre les associations du réseau et les consultants externes : création des contacts et études des partenariats.
<p>◆ 10 au 16 janvier 2002 – visite du chef de projet à Edimbourg – préparation rencontre d'avril</p>
<p>◆ 31 janvier au 4 février 2002 – Séminaire européen à Barcelone Nb de participants : 9 – Redéfinition du calendrier des travaux et répartition des tâches (nomination des référents).</p>
<p>◆ 21 au 27 février 2002 – rencontre avec le réseau SONICS Voyage du chef de projet à la réunion nationale du réseau allemand SONICS</p>
<p>◆ 3 au 8 mars 2002 – Délégation du réseau à la conférence internationale de réduction des risques (IHRC 2002) – Ljubljana (Slovénie) – 3 participants – promotion du réseau et du projet – prise de contacts avec associations des pays candidats à l'Union.</p>
<p>◆ 7 au 11 mars – visite du chef de projet à Bologne Préparation de la rencontre de juin. Travail sur le projet fédéral.</p>
<p>◆ 25 au 28 mars – Délégation à le conférence Club Health 2002 – Rimini (Italie) – 1 participant – promotion du réseau et du projet – prise de contacts avec syndicats des discothèques.</p>
<p>◆ 10 au 15 avril 2002 - Séminaire européen à Edimbourg – Nb participants BASICS : 17 + Crew 2000 - Consultants/experts: Chill Out Collective</p> <ul style="list-style-type: none"> • Validation d'orientations : guideline sur la formation des volontaires, guideline "organisation de fêtes à moindre risques", guideline "pratiques d'intervention" et traductions de documents de RDR. • Validation de l'agenda de l'European Basics Tour 2002 et synthèse du planning des intervenants. • Validation charte – Prise de décision concernant projet création entité juridique.
<p>◆ 29 mai au 1 juin 2002 – Séminaire européen à Barcelone. Nb participants BASICS : 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place Basics Research Group (BRG).
<p>◆ 26 Juin au 1 juillet 2002 - Séminaire européen et action à Bologne Nb participants BASICS : 26</p> <ul style="list-style-type: none"> • Action commune à la Street Parade de Bologne – Test du chill out européen
<p>◆ Juin à décembre 2002 – Interventions communes en milieu festif.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire les risques liés à l'usage des produits psychotropes dans les grands événements à portée européenne. • Promouvoir les politiques de réduction des risques en milieu festifs, notamment en Europe de l'Est. • Confronter les différentes pratiques utilisées dans le cadre des actions de réduction des risques. • Observer les pratiques en usage sur les nouvelles scènes. • Pays d'accueil : Allemagne, Croatie, Italie, Hollande, république Tchèque
<p>◆ 16 au 21 Octobre 2002 - Séminaire européen à Leipzig - Nb participants BASICS : 13 + Drug Scouts Leipzig + Spica + Eve & rave Zurich + Drop' In Padova + Sklenic</p> <ul style="list-style-type: none"> • Validation de l'ensemble des documents produits. • Evaluation projet. Préparation projet suivant.
<p>◆ Nb de participants 45 dont 4 volontaires de Drug Scouts</p>
<p>◆</p>
<p>◆ Séjours individuels d'études, de formation et d'échanges de pratiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> •

5. Les outils

Deux principaux outils nous ont permis de travailler ensemble :

- ✓ Le questionnaire interne du réseau.
- ✓ Le site Internet et les e-groupes.

51. Le questionnaire interne du réseau

Cette action a été initiée lors de la première rencontre du projet en novembre 2001 à Paris. Le questionnaire a été finalisé en janvier 2002 à Edimbourg (visite du coordinateur chez Crew 2000) et les membres du réseau ont répondu au questionnaire courant mars 2002.

Le questionnaire [Cf. annexe 5] avait pour objectif de permettre un échange d'informations sur les thèmes suivants :

- ✓ La "carte d'identité" de chaque partenaire
- ✓ Le contexte et le positionnement du groupe : scène culturelle, tendances de consommation des drogues, contexte politique...
- ✓ Des informations internes spécifiques à chaque partenaire : son histoire, ses activités, son équipe, ses ressources, ses partenariats...
- ✓ La valeur que le partenaire pouvait ajouter au réseau.

A la demande de certains partenaires, les résultats des questionnaires sont confidentiels et donc internes au réseau. Toutefois, l'association Techno Plus a choisi de présenter son propre résultat dans le rapport final afin de donner un peu de matière au rapport sur le questionnaire.

52. Site Internet et e-groupes

Afin d'accroître notre visibilité, nous avons mis en place notre site Internet : www.basics-network.org. Dans un 1^{er} temps de façon assez "artisanal", puis nous avons décidé de faire appel à un designer afin d'avoir un site attractif pour porter une image valorisante de notre réseau. Le site présente notre réseau, notre histoire, ses projets, les guidelines élaborés durant le projet sont en ligne ainsi que les documents de réduction des risques et leurs traductions. Un espace membre (extranet) est en cours d'élaboration, sa structure est visible à l'adresse www.basics-network.org/ovidencia.

Quatre e-groupes thématiques ont été mis en place pour permettre la communication au sein du réseau et vers ses partenaires :

- ✓ "**basics2000**" est un e-groupe ouvert à tous les volontaires et amis du réseau. Aucun thème particulier ne lui est attribué.
- ✓ "**basics_coordination**" est réservé aux référents de chaque membre du réseau pour organiser le travail commun.

- ✓ "**basics_check**" a été créé pour les alertes sanitaires et les échanges sur le drug checking. Il est ouvert aux membres du réseau ainsi qu'à des partenaires tels que *Modus Vivendi* (Bruxelles), *Jellinek Preventie* (Amsterdam) et *Check It!* (Vienne).
- ✓ "**Basics_Tour**" a servi à organiser les interventions en commun sur site.

Prochainement, nous allons mettre en place :

- ✓ une **librairie digitale** développée par le Basics Research Group ;
- ✓ le **site interne au réseau** (extranet) : la trame est déjà construite et visible sur www.basics-network.org/ovidentia comprenant un forum de discussion libre (free chat), des forums thématiques et une régis générale présentant les calendriers, l'état des différents travaux, etc...
- ✓ une **lettre d'information** trimestrielle ;
- ✓ une "**pushing liste**" (une liste où les inscrits ne pourront que lire) incluant les **alertes sanitaires rapides** ;
- ✓ les documents de réductions des risques traduits vont être organisés en **base de données** afin de permettre des **recherches multicritères** ;
- ✓ une **gestion de fichiers collaborative** (knowledge management) par découpage séquentiel des tâches sur un même document (work flow).

Chapitre 2 : RAPPORTS DES TRAVAUX

1. Projet fédéral, charte, intégration nouveaux groupes

3 objectifs de "politique interne" étaient à atteindre au cours du projet :

- ✓ Rédiger une charte nous définissant clairement et qui pourrait servir de plate forme à notre réseau ;
- ✓ Définir le statut de membre du réseau et le processus d'intégration des groupes candidats ;
- ✓ Etudier l'intérêt de créer une entité juridique pour représenter le réseau et le cas échéant, la créer.

11. La Charte

La charte du réseau Basics a été élaborer lors des meetings organisés à Paris (11/01), Barcelone (02/02) et Edimbourg (04/02). Elle a été ratifiée par l'ensemble des membres du réseau.

Nous n'avons pas éprouvé le besoin de la traduire dans les différentes langues du réseau car les termes anglais utilisés conviennent parfaitement aux idées exprimées et toute traduction ne pourrait qu'en altérer le sens et égratigner le consensus général sur le texte.

[Charte disponible en annexe 2]

12. Le statut de membre et l'intégration de nouveaux groupes.

Ce travail a été réalisé principalement lors du meeting organisé à Barcelone en février 02.

Le réseau reconnaît comme membre des « projets » ou « groupes » de santé communautaire. Ceux-ci peuvent être partie d'une grande association ou d'une institution, ou être une association légale ou bien encore une associations de fait. Seul le projet est considéré comme étant membre du réseau

Si un projet désire se joindre officiellement au réseau Basics, il doit passer par le processus d'intégration suivant :

Première étape : candidat

Le groupe candidat doit remplir le questionnaire interne Basics.

Un groupe candidat doit approuver notre charte. Ce document doit être signé par le président (pour les entités juridiques indépendantes) ou par la majorité du groupe. Après ça, le groupe candidat devient un « nouveau venu ».

Seconde étape : nouveau venu

Pour devenir un groupe membre du réseau :

Le nouveau groupe devra participer activement au réseau Basics pendant au moins 18 mois.

Le nouveau groupe doit être actif dans sa propre scène électronique régionale.

Une réunion du réseau Basics sera organisée avec les membres du nouveau groupe dans leur région pour observer leurs pratiques de travail et leur apporter un soutien.

Troisième étape : membre actif

Pour devenir un membre actif de Basics toutes les étapes susmentionnées doivent être respectées. Ensuite, les membres fondateurs évalueront la cohérence, dans le réseau, entre le nouveau groupe et les autres, afin d'assurer que le nouveau groupe a participé de manière active au travail en réseau et qu'il travaille actuellement dans la scène électronique. Une fois que les membres fondateurs reconnaissent que tout cela a été dûment observé, le processus d'intégration peut être considéré comme achevé.

13. Le projet de fédération

Ce projet a été développé lors des meetings de Paris (11/01), Barcelone (02/02), du voyage individuel du coordinateur à Bologne (03/03) et du meeting d'Edimbourg (04/02).

Dès le départ, il avait été entendu que l'entité juridique serait une association française Loi de 1901.

A ce stade un premier projet avait été rédigé pour le meeting d'Edimbourg [*disponible en annexe 2*] puis remanié durant ledit meeting pour aboutir à un projet de statuts [*disponible en annexe 2*].

Les principaux intérêts ou inconvénients liés à la création d'une fédération étaient les suivants :

Intérêts	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none">- Moins de pouvoirs concentrés sur les plus grosses associations, les seules à même de porter les projets. Plus de démocratie interne.- Plus de poids politique, meilleure crédibilité vis à vis des médias.- Meilleure visibilité, intégration des nouveaux membres plus faciles.	<ul style="list-style-type: none">- Le fonctionnement d'une association nécessite des déplacements chers et le réseau n'a pas de financements réguliers.- L'institutionnalisation de nos rapports de pouvoirs peut créer des conflits alors qu'il n'en existe pas actuellement.

Il faut reconnaître que le projet de fédération est le seul qui dans le cadre de notre partenariat, génèrait des conflits internes, du fait des batailles pour mettre en place la répartition des pouvoirs. Cela était dommageable d'autant plus qu'aucun autre conflit n'existait dans notre fonctionnement juridiquement informel.

Par ailleurs, trois nouveaux paramètres nous ont fait abandonner provisoirement le projet de fédération :

- ✓ L'arrivée au pouvoir en France d'un gouvernement peu favorable aux projets tels que le nôtre nous a fait craindre pour les possibilités de co-financement des futurs projets ;

- ✓ Nous avons réalisé en rédigeant le projet de statut et en demandant conseil à des juristes spécialisés dans le droit associatif français, qu'il n'y avait pas possibilité de retranscrire juridiquement notre concept de réseau de projets. Nous étions obligés de reconnaître comme membre de puissantes associations comme **ABD** de Barcelone ou la ville de Leipzig par exemple. Le réseau perdait toute sa cohérence ;
- ✓ Pour finir, les juristes consultés nous ont fait prendre conscience que si, d'un point de vue juridique, un dirigeant d'association pouvait être de nationalité étrangère, cela comportait tout de même de grosses difficultés techniques : comment un trésorier allemand vivant à Berlin peut-il gérer un compte bancaire basé en France ? Cette situation donnait un avantage certain aux groupes français dans la prise de pouvoir interne.

Enfin, nous avons décidé à la réunion finale en octobre 02 à Leipzig d'abandonner provisoirement ce projet et de continuer à fonctionner de façon informelle, ce qui marche plutôt bien. **Nous avons observé également l'intérêt pour des réseaux comme le nôtre de la création d'un statut européen d'association.**

2. Echanges de savoir faire

21. Résultats du questionnaire

Le questionnaire a été rempli par les différents partenaires courant mars 2002 [cf. annexe 5].

Le tableau ci-dessous présente les principales caractéristiques des associations qui ont participé au questionnaire :

- ✓ date de création
- ✓ Nombre de volontaires / Nombre de salariés
- ✓ Statut juridique :
 - AI pour association indépendante
 - CL pour collectif informel (sans reconnaissance juridique)
 - PR pour projet au sein d'une structure ayant un objet plus large
- ✓ Association subventionnée ou non (sub)
- ✓ Services rendus par l'association (oui ou non) :
 - Organisation de chill Out (ch. out)
 - Edition de documents de réduction des risques (doc rdr)
 - Local ouvert au public (loc)
 - Formation interne (for int)
 - Formation externe (for ext)
 - Promotion safer dance auprès chefs d'établissements et autorités locales (saf dce)

Tableau récapitulatif des caractéristiques des partenaires											
	Date création	Nb Vol.	Nb Sal	Stat.	Sub	Ch. Out	Doc rdr	Loc	For int	For ext	Saf dce
Crew 2000	1991	25	5	AI	O	O	O	O	O	O	O
Chill Out Coll.	2001	20	0	CL	N	O	N	N	N	O	N
Techno Plus	1995	40	7	AI	O	O	O	O	O	O	N
Techno + G.O.	2000	12	1	AI	O	O	N	N	O	N	N
Techno + S.O.	2000	13	1	AI	O	O	N	N	O	O	N
Agoratek	1997	16	2	AI	O	O	N	O	O	N	N
Le Tipi	1995	15	3	PR	O	O	O	O	O	O	N
Energy Control	1997	20	2	PR	O	O	O	N	O	O	O
Drop' In	1996	15	2	CL	O	O	N	O	O	O	O
Alice	1995	10	1	PR	O	O	O	O	N	O	O
Eve&R. NRW	1996	6	0	AI	N	O	N	N	N	N	O
Eclipse	1997	20	0	AI	N	O	O	N	O	N	N
Drug Scouts	1996	15	2	PR	O	O	O	O	O	O	O
Spica	2000	15	1	AI	O	O	O	N	O	O	O

Ce tableau permet d'observer que :

- ✓ Les projets ayant participé au questionnaire ont été créés sur une période de 5 ans (1995-2000) excepté les projets britanniques (Crew 2000 ont été créés en 1991 et Chill Out Collective en 2001). **Ils représentent 242 volontaires et 27 salariés.** Le nombre moyen de volontaires est de 17 et il est de 2 pour les salariés. La répartition est relativement homogène.
- ✓ Seules Eclipse, Chill Out Collective et Eve & Rave NRW ne disposent pas de fonds publics. Les deux premiers par choix (ils désirent s'autofinancer et être indépendants des pouvoirs publics). Eve & Rave NRW car leur projet a trop peu d'envergure.
- ✓ **On peut constater que les différents groupes organisent tous des chill out.** C'est réellement notre outil commun à tous.
- ✓ Les projets qui ne réalisent pas leur propres documents de réduction des risques pour le public sont ceux qui ont à leur disposition du matériel préexistant adapté à leur besoin : Techno Plus S.O. et G.O. utilisent les dépliants de Techno Plus, Chill Out Collective ceux de Crew 2000, Lifeline, etc..., Eve & Rave NRW ceux de Eve & Rave Berlin, et Drop 'In co-réalise des documents avec une structure institutionnelle. Mais en général, les documents proviennent du réseau...
- ✓ Disposer ou non d'un local dépend directement des ressources financières disponibles. Tout le monde en rêve mais tout le monde n'en a pas les moyens... Ceux qui disposent d'un local proposent en général : informations, outils de réduction des risques, écoute et counselling, accès Internet, parfois atelier Mix.
- ✓ Pratiquement tous les projets proposent des formations à leur volontaires et transfèrent leurs connaissances et savoir-faire vers des organismes extérieurs.
- ✓ Seuls les projets français du fait de la scène très fermée des discothèques dans ce pays et les projets non subventionnés donc peu reconnus, ne font pas la promotion du "safer dance" auprès des chefs d'établissement.

22. Echanges de savoir-faire sur les pratiques d'intervention

Cette action était principalement orientée sur la réalisation d'un guide finalement intitulé "**Recommandations pour le chill out idéal**" [cf. annexe 3]. Ce document a été réalisé par Crew 2000, sur la base d'un document pré-existant rédigé par Techno Plus et intègre les règles établies par Eclipse pour les interventions de réassurance (*crisis intervention*).

Ce document est diffusé dans l'ensemble du réseau et sur le site Internet www.basics-network.org.

Les pratiques d'intervention ont été également comparées lors des interventions en commun et des échanges de volontaires.

23. Echanges de savoir-faire sur la formation des volontaires

Comme pour l'action précédente, cette action était principalement orientée sur la réalisation d'un guide finalement intitulé "**Guide de la formation pour des projets associatifs de santé communautaire dans le milieu techno**" [cf. annexe 3]. Ce document a été réalisé par Crew 2000 et Techno Plus. Il est diffusé dans l'ensemble du réseau et sur le site Internet www.basics-network.org.

Contrairement à ce que nous avons pensé initialement, le document est très conceptuel. En effet, nous avons vite réalisé qu'aucun document n'existait préalablement sur ce sujet et que les idées des uns et des autres étaient très confuses. Il nous paraissait donc important de clarifier dans un premier temps le concept même de formation. Des annexes au guide sont disponibles pour les partenaires, ce sont en particulier des outils de formation utilisés par l'association Techno Plus.

Dans le prochain projet, nous avons l'intention de réaliser des sessions de formation "internationales" pour les volontaires à l'occasion des rencontres ou avant des interventions en commun.

3. Echanges d'informations

31. Résultats du questionnaire

Le questionnaire [*cf. annexe 5*] nous a permis d'avoir une vision générale et cohérente de nos observations. Toutefois il faut dire que nous n'avons pas actuellement la capacité méthodologique pour exploiter de façon efficace notre outil. Il apparaît évident qu'un partenariat avec *l'Observatoire Européen des Drogues et Toxicomanies (EMCDDA)* nous serait très utile pour nous aider à tirer profit de l'ensemble de nos connaissances et analyses.

L'accent a été porté sur 3 points particuliers :

- ✓ **La scène culturelle** : Quelles sont les différentes scènes culturelles présentes sur la région (Trance, House, Jungle, Techno...) ? Quelle est l'engagement de chaque scène sur un plan plus « politique » (uniquement récréatif, tendance post-hippie, revendications exprimées..) ? Quels sont les types d'organisations (légales ou non, commerciales, alternatives..) ? Quel est l'implication du groupe dans les différentes scènes ? Quelle est son positionnement culturel (neutre, promoteur des scènes alternatives...) ?
- ✓ **Les tendances de consommation** : Dimension culturelle de la consommation (rites, discours..), particularité de chaque scène ? substances, pratiques de consommation, problèmes sanitaires, stratégies personnelles de réduction des risques ? le groupe écrit-il des rapports d'observation ?
- ✓ **Le contexte politique et juridique** : Quels sont les principaux aspects de la politique des drogues dans votre région/pays ? Quels services pour les consommateurs (centres de soins, structures de prévention, recherche, place de la santé communautaire) ? Quel est le positionnement du groupe dans ce contexte ?

Les groupes ayant participé au questionnaire ne souhaitant pas que le contenu de celui-ci soit diffusé, voici un tableau de synthèse concernant les scènes culturelles et l'implication des groupes ainsi que quelques réflexions qui peuvent être dégagées des résultats de ces questionnaires.

Les scènes culturelles électroniques et l'implication des groupes « Basics »				
	Clubs	Raves	Free party	festival
Crew 2000	Environ 30 clubs techno/House à Edimbourg dont la moitié d'alternatifs Implication : ++	1 à 2 grandes raves Techno/House par an seulement (criminal justice act) Implication : ++	Elles avaient disparues (criminal justice act) mais reviennent depuis l'été 2001 Implication : +	Un l'été
Chill Out Coll.	Beaucoup de clubs techno/House Implication : ++	Non (criminal justice act)	Soirées free organisées dans les squatts Implication : ++	Grand festivals l'été Implication : ++ (chill out)
Techno Plus Techno + G.O. Techno + S.O Agoratek Le Tipi	Peu de clubs en France et pas d'alternatif. De + en + de soirées spécifiques. Implication : --	Raves Trance ou Hard Core. Peu. Implication : +	Beaucoup de free party du fait d'un empêchement d'organiser officiellement Implication : ++	teknival : grande free party sur plusieurs jours Implication : ++
Energy Control	Beaucoup de grands clubs techno/House Implication : ++	Non	Quelques petites free party (hard core et trance) Implication : ++	Grands festivals l'été (Sonar) Implication : ++
Drop' In	Quelques clubs House Implication : --	Raves « Trance » Implication : ++	Free party « Techno » Implication : ++	Non
Alice	Club House et techno Implication : ++	Raves Trance Implication : ++	Peu de soirées underground Implication : ++	
Eve&R. NRW	Clubs alternatifs et commerciaux Implication : dans clubs alternatifs		Rave Trance free Implication : ++	
Eclipse	Clubs Techno très développés Implication : +	Techno à Berlin et Trance à Hambourg Implication : ++		Festivals Trance l'été Implication: ++
Drug Scouts	Clubs Techno/House/drum n' Bass surtout alternatifs Implication: ++		Free party Implication: ++	Festivals l'été dans la région Implication: ++
Spica	Clubs « commerciaux » Implication: ++	Raves Techno l'été Implication: ++		Grands festivals multiculturels Implication: ++

Nous observons partout 2 types de clubs : Les "alternatifs", tenus pas des personnes impliquées dans le mouvement culturelle et dont le souci de rentabilité est secondaire, et les commerciaux (certains groupes les qualifient de "mafieux") dont l'objectif principal est le profit. Par ailleurs, nous observons des sites où les autorités locales ont une volonté réelle de soutenir les actions de réduction des risques en club et de les imposer aux clubs commerciaux qui les refusent. Les groupes interviennent donc dans les clubs alternatifs ou dans tous les clubs si la pression institutionnelle est forte. Nous observons par exemple que Crew 2000 intervient dans tout style de clubs du fait de leur partenariat fort avec la Ville d'Edimbourg et le Scottish Forum for Drugs (de plus, la moitié environ des clubs d'Edimbourg sont tenus par des "alternatifs") alors qu'en France pratiquement aucune intervention n'est réalisée en club car ceux-ci sont quasi exclusivement gérés sous forme

commerciale et il n'y a pas de volonté politique de faire avancer la réduction des risques dans ce domaine.

Le "drug mix" ou polyconsommation est une pratique généralisée dans toutes les scènes observées. Nous avons donc partagé nos observations sur ce sujet et pu réaliser notre premier dépliant commun « drug mix » [cf. annexe 3 – translated leaflets.zip – fichier TP drugmix fr-ang]

L'apparition récente et le développement de la consommation de free base/crack se retrouve un peu partout dans le nord de l'Europe : en France, en Ecosse, à Berlin/Hambourg/Leipzig. Généralement cette pratique est liée aux consommateurs "lassés" des produits plus traditionnels car ils consomment depuis plusieurs années. En particulier ceux lassés de la cocaïne.

La tendance récente consistant à sniffer de l'héroïne pour accompagner la descente d'un "marathon" sous stimulants se retrouvent en Croatie, France, Ecosse et à Leipzig.

D'une façon générale :

- ✓ l'alcool, le cannabis, l'ecstasy, le speed et la cocaïne sont consommés partout.
- ✓ Le LSD, les champignons hallucinogènes sont plutôt consommés dans les free parties et raves Trance.
- ✓ La kétamine est consommée en free party.

32. Traduction des documents de réduction des risques

Nous avons rassemblé l'ensemble des documents de réduction des risques produits par les partenaires à destination du public afin de les traduire et de pouvoir ainsi partager nos informations sur les produits et les modes de transmission de cette information. Initialement, nous avons envisagé de traduire l'ensemble des textes dans les 5 langues du réseau mais vu la quantité de documents produits et le budget alloué nous avons changé de stratégie : nous avons fait traduire tous les documents en anglais et ceux concernant les pratiques de consommation ou des produits peu courants ont été traduits dans les 5 langues.

L'ensemble des traductions est disponible en *annexe 3 – translated leaflets*.

Les documents dans leur présentation originale sont disponibles sur le site www.basics-network.org accompagnés de leurs traductions.

74 documents ont été traduits (101 traductions)

4. Echanges de volontaires

41. Observations générales

Initialement, nous avons prévu d'offrir la possibilité à 35 volontaires du réseau de réaliser des voyages d'étude chez les partenaires. Finalement seuls 10 volontaires ont bénéficié de cette action. Deux raisons expliquent cette situation :

- ✓ Il y a eu de toute évidence une mauvaise communication au sein des groupes les moins actifs dans le développement du projet. Mais le cadre indéfini des échanges (périodes et objectifs libres) ne facilitait pas la communication. Quand les animateurs du réseau organisent une rencontre collective cadrée, avec calendrier, objet, etc... (meetings, interventions communes, expériences précédentes du Programme Jeunesse pour l'Europe) les volontaires participent et ensuite, les contacts qu'ils ont pris entre eux lors de ces rencontres les incitent à se revoir mais de façon tout à fait autonome. Il faudrait donc ne plus proposer de cadre indéfini d'échanges de volontaires tel que dans le projet stratégique mais des rencontres thématiques datées ou des voyages d'études sur des temps plus long (peu de voyages mais sur plusieurs mois).
- ✓ Il faut également noter que le cadre précis du Summer Tour avait entraîné l'inscription de 70 volontaires de toutes les associations. C'est aussi une raison de l'échec des échanges. Etant donné le succès du Summer Tour, nous avons décidé de consacrer une partie de l'argent des échanges individuels de volontaires au Summer Tour, afin de pouvoir accueillir un nombre plus important de volontaires dans le convoi. L'annulation du Summer Tour a cassé la dynamique et il était ensuite trop tard pour que les volontaires mettent en place des échanges.

A l'avenir, les échanges se feront de façon plus encadrés : ce ne sera plus "qui veut faire quoi?" mais "qui veut faire ça?".

Afin de mieux impliquer l'ensemble des volontaires dans le réseau, certaines pistes sont à l'étude :

- ✓ Créer un module "Basics" dans le cadre des formations initiales de volontaires.
- ✓ Définir dans chaque groupe une personne relais et la former dans ce sens. Ces personnes ne devraient pas être les référents traditionnels du réseau mais des volontaires dont la mission "Basics" serait de sensibiliser l'ensemble du groupe et d'animer les contacts.
- ✓ Mise en place d'un forum de discussion interne au réseau dans le cadre de notre site Internet.

42. Les échanges réalisés

Chaque échange de volontaire a fait l'objet d'un rapport d'évaluation personnel. Les 7 rapports réalisés sur support informatique sont joint au présent rapport [*Cf. annexe 8*]

Tableau des échanges de volontaires				
Dates	Noms	Associations	Associations visitées	Thèmes des échanges
25/04-02/05/02	Axel Mähler	Eclipse	Techno Plus	Intervention en teknival
27/05-03/06/02	Caroline Bourgey	Techno Plus	Crew 2000	Echange savoir-faire – animation des volontaires
27/05-03/06/02	Judith Poisson	Techno Plus	Crew 2000	Concept de réduction des risques
20-25/06/02	Ines	Energy Control	Chill Out Coll.	Intervention festival
09/06-14/07/02	Mathew Straw	Crew 2000	Energy Control	Interventions en club
12/07-22/07/02	Camille Soler	Techno Plus	Spica	Action sur site Fonctionnement associatif
19-27/07/02	Richard Biggs	Crew 2000	Eclipse Berlin	Mode de diffusion de l'information – approche média
14-19/08/02	Ciaran O'Hagan	Chill Out Coll.	Le Tipi	Intervention en teknival
09-21/08/02	Jasna Velic	Spica	Drug Scouts	Action sur site et vie associative
5-9/12/02	Stéphane Leclerc	Energy Control	Techno Plus	Coordination de projet

10 échanges seulement ont été réalisés mais ont impliqué 8 associations partenaires.

Les thèmes principaux ont été l'observation des modes d'intervention sur site et la vie associative de façon générale. Certains volontaires ont regretté de ne pas être resté plus longtemps au sein des partenaires d'accueil.

5. Summer Tour

Comme écrit dans l'introduction, le projet de chill out européen itinérant "*Summer Tour 2002*" a dû être annulé. Il a été remplacé par un série d'interventions inter-associatives lors de divers événements européens.

51. La préparation du Summer Tour

Un noyau dur franco-italien s'est formé début 2002 pour organiser le Summer Tour. Lors de la rencontre d'Edimbourg d'avril 2002, la préparation du Summer Tour a été réalisée par l'ensemble des partenaires et devait être finalisée lors d'une rencontre en mai à Marseille, rencontre qui a due être annulée du fait de l'annulation du projet initial.

Les documents préparatoires suivants sont joints au présent rapport final [*cf. annexe 7*] :

- ✓ Le rapport réalisé par le groupe de coordination suite à la rencontre d'Edimbourg.
- ✓ Le tableau des événements nous servant de base de calendrier.
- ✓ Le projet de documentation initié par Energy Control.
- ✓ Le projet de recherche ethnologique initié par Energy Control (en espagnol).

Une très grande motivation animait l'ensemble du réseau sur ce projet ambitieux, car environ 70 volontaires s'étaient déclarés intéressés pour y participer. Nous avons d'ailleurs décidé de reporter une partie du budget alloué aux échanges de volontaires sur le Tour afin de permettre à tous d'y participer.

52. L'annulation du Summer Tour

Les raisons qui nous ont amené à prendre cette désagréable décision sont les suivantes :

- ✓ Techno Plus, l'association porteuse du projet, a connu de graves difficultés de trésorerie dues au gel des procédures de subventions en raison des élections générales en France. Techno Plus n'ayant pas de fonds propres, cette situation nous a amené à quitter notre local à Paris, licencier 3 salariés, abandonner nos projets culturels... En conséquence, Techno Plus n'a pu co-financer les investissements du Tour (camion 9 places, camping car, tente) ni avancer les fonds nécessaires à sa préparation (achats du matériel, réservation des billets pour les volontaires ponctuels), le deuxième versement de la convention arrivant trop tard.
- ✓ Les 3 coordinateurs salariés de Techno Plus, Techno Plus Pays d'Oc et du Tipi, à l'initiative du projet et sur qui celui-ci reposait, n'étaient plus en mesure, début mai 2002, d'assumer leurs engagements pour différentes raisons :
 - Bruno Lazarewitch fut licencié de Techno Plus en décembre 2001 pour raison de santé.
 - Céline Ochem était sur le point de démissionner de son poste de coordinatrice de Techno Plus Pays d'Oc pour raisons personnelles.
 - Nicole Ducros, la responsable du Tour, a été gravement accidentée fin mars 2002 (accident de la route).
- ✓ Pour finir, nous observions une grande motivation au sein du réseau mais la préparation du Tour prenait du retard : prises de contact avec les organisateurs, demandes de devis, préparation du matériel de réduction des risques, formation des équipes dans les différentes associations.

Nous avons donc décidé d'annuler cette tâche qui semblait d'une part sous-évaluée quand au travail à effectuer et d'autre part mise en danger par des circonstances extérieures défavorables.

53. Les interventions communes

En remplacement, nous avons décidé de proposer aux volontaires qui le souhaitent de rejoindre les équipes partenaires engagées dans des grands événements de l'été et de former des équipes ponctuelles pour intervenir en république Tchèque, en Italie et en Hollande :

Code couleur
Des partenaires vont soutenir une action d'un partenaire invitant
Des partenaires vont soutenir une action d'un groupe "candidat"
Des partenaires interviennent ensemble dans une scène "étrangère"

Tableau des interventions <i>Basics</i>						
Dates	Evénements	Nb Partic.	Assoc. Accueillante	Assoc. partenaires	Nb Tot. Vol.	Nb vol. invités
10/11/01	Free party - Paris	6 000	Techno Plus	Tous les partenaires	36	21
29/06/02	Street Rave Parade Bologne	10 000	Drop 'In	Techno Plus Drug Scouts Agoratek Le Tipi Crew 2000 Spica	45	32
13/07/02	Energetica Team Rijeka (Croatie)	1 500	Spica	Drop 'In Techno Plus	15	6
26-29/07/02	Voov experience Putlitz (Allemagne)	10 000	Eclipse	Techno Plus Crew 2000	15	4
14-19/08/02	Teknival Italie Col de l'Arche	10 000	X	Techno Plus Le Tipi Chill Out Collective	14	14
30/08/02	Teknival de Hollande <i>Annulé</i>		X	Techno Plus	9	9
21/12/02	Free party Brno – R. Tchèque	500	Sklenik	Drug Scouts Leipzig	15	7
TOTAUX					149	93

Les différentes interventions réalisées ont fait l'objet de rapports d'observations et d'évaluation, aussi bien de la part des partenaires accueillants que des invités. Les documents types sont disponibles en *annexe 7*. Les partenaires sont réticents à l'idée de communiquer le contenu des rapports réalisés, du fait d'une culture de confidentialité générale au sein du réseau quant aux observations effectuées lors des soirées (l'objectif étant de ne pas mettre les organisateurs en danger juridique du fait des observations concernant la consommation de produits illicites dans le cadre de leurs soirées). Toutefois, il ne pose pas de souci d'écrire que l'ensemble des rapports réalisés expriment clairement les points suivants :

- ✓ Les actions communes permettent aux volontaires de découvrir de nouvelles scènes culturelles (modes d'organisations, ambiance...) et d'observer des pratiques de consommation différentes ce qui, par comparaison, leur offre une meilleure conscience de leur propre environnement.
- ✓ Bien que le résultat final d'une intervention (le chill out) paraisse vu de l'extérieur être quasi identique quelque soit le partenaire organisateur, de grandes différences existent quant aux modes de travail. La façon de s'organiser (briefing/débriefing, répartition des rôles, établissement des roulements, etc...) est spécifique à chaque groupe et l'observation des différences est riche d'enseignement pour les volontaires.
- ✓ Ces actions communes ont été l'outil principal de transmission de l'idée même du réseau Basics auprès d'un grand nombre de volontaires. L'enthousiasme a été général.
- ✓ Le public lors de ces interventions était très curieux et intéressé par la dimension européenne du chill out.

- ✓ Le point à améliorer pour les prochaines expériences est le briefing. Les volontaires accueillis ont parfois du mal à s'intégrer dans le travail de l'ensemble de l'équipe. Nous pensons qu'il est en fait indispensable d'organiser une véritable session de formation en commun les jours précédents l'intervention afin de créer une dynamique de groupe.

6. Promotion du safer dance

Initialement, nous avons envisagé de produire un guide destiné aux organisateurs leur expliquant les règles à suivre pour organiser une soirée à moindre risques. Mais en avançant dans cette voie nous avons réalisé qu'un grand nombre de documents de ce type existaient déjà et qu'ils présentaient un degré de technicité que nous n'étions pas en mesure d'égaliser : "Guidelines for good practice at dance events" - Scottish Drug Office, "guideline for putting on a licensed dance event" d'Edimbourg, projet de cahier des charges de la M.I.L.D.T. (France), travaux du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, "Safer Clubbing" du London Drug Policy Forum, Projet de Club Health Conference...

Nous avons donc décidé de réorienter notre document vers une promotion du rôle des associations de santé communautaire dans la mise en place des projets locaux de safer dance et de joindre à ce document la liste des guidelines techniques existant afin d'offrir un panorama complet du problème.

Le document ("*safer dance et projets de santé communautaire*") rédigé en anglais a été traduit dans les 5 langues du réseau, mise en page et est sur le point d'être imprimé à 1 000 exemplaires pour chaque langue (Nous avons rencontré des problèmes techniques ce qui explique le retard). Une maquette du document final est donc jointe au présent rapport. [*cf. annexe 3 par courrier*]

La diffusion des guidelines n'était pas conceptualisée dans le projet stratégique car nous ne savions pas trop comment procéder. L'expérience acquise nous permet maintenant de mettre en place un plan de diffusion en collaboration avec le *Forum Européen pour la Sécurité Urbaine* et le *Forum Club Health*.

Dans le prochain projet du réseau Basics, nous avons l'intention de passer à la mise en pratique du guide dans les deux axes suivants :

- ✓ Mise en place de sessions de **formation** des employés des lieux festifs par les volontaires des associations de santé communautaire (en s'appuyant sur l'expérience de Crew 2000 déjà actif dans ce domaine à Edimbourg). Formation des ravers/clubbers qui s'investissent dans les projets de safer dance locaux.
- ✓ **Mise en place de chartes locales** signées par les associations de santé communautaire, les chefs d'établissements ou organisateurs et les autorités locales.
- ✓ **Evaluation** des besoins spécifiques des clubbers.
- ✓ Réaliser d'un **document à destination des ravers/clubbers** leur expliquant les principales règles du safer dance afin de les aider à prendre conscience de ce concept.

7. Soutien aux groupes émergents

Cette action partait du principe suivant : nous pensions qu'il n'existait pas de groupes de santé communautaire en Europe Centrale et Orientale et nous voulions en favoriser l'émergence dans ces pays. Nous voulions également favoriser la création de projets dans des régions de l'Europe des 15 où nous observions une carence (pays scandinaves, Portugal, Italie du sud, Irlande...).

Hors nous avons réalisé en développant notre projet que des groupes tels que les nôtres étaient déjà à l'œuvre : **Drug Art (Ljubljana), Špica (Zagreb) et Sklenik (Brno)**. De plus ces groupes étaient déjà très avancés sur certains points : site Internet de Drug Art, documents de réduction des risques de Špica. Nous avons donc réorienté notre action vers l'établissement d'un partenariat avec ces groupes en les intégrant pour certains au réseau Basics. Par ailleurs, des échanges de volontaires et des actions sur site en commun ont été réalisées. Nous avons effectué deux actions de soutien, l'une vers Spica (cf. Summer Tour) et l'autre vers Sklenik (cf. Summer Tour et rencontre à Brno en annexe 4).

Toutefois, la pertinence d'un guideline de soutien au groupes émergents restait intacte et nous avons donc produit ce document intitulé "**Recommandations pour projets de santé communautaire émergent dans les milieux festifs liés aux musiques électroniques**".

Rédigé en anglais, il a été traduit dans les 5 langues du réseau, mise en page et est sur le point d'être imprimé à 1 000 exemplaires pour chaque langue (Nous avons rencontré des problèmes techniques ce qui explique le retard). Une maquette du document final est donc jointe au présent rapport mais va être légèrement modifiée (mise en page plus lisible et correction de fautes d'orthographe...).

La diffusion de ce document sera réalisé par les partenaires du projet et les associations de réduction des risques "amies" [cf. annexe 3 par courrier].

8. Champ scientifique, drug checking

Cette action du projet s'est orientée dans 5 principales directions :

- ✓ **L'évaluation de la situation interne du réseau** : quelles étaient les pratiques des membres en terme d'analyse ou de test des drogues, quels étaient leurs partenariats avec le champ scientifique ?
- ✓ La création du **Basics Research Group** ;
- ✓ La rédaction d'un **guide de "Recommandations pour les tests des drogues"** ;
- ✓ L'évaluation des **besoins des consommateurs en terme d'analyse des drogues** ;
- ✓ La mise en place d'un **système d'alerte sanitaire** et d'échanges d'information.

81. Evaluation de la situation interne du réseau.

La pratique du drug checking dans le réseau.

Le tableau ci-dessous synthétise les informations recueillies par le questionnaire interne. Pour chaque association est indiqué :

- ✓ Si l'association pratique le testing (marquis test, EZ test.... Egalement appelé contrôle rapide des produits).
- ✓ Si elle fait analyser des produits dans un laboratoire (pour son propre compte ou celui d'un consommateur).
- ✓ Si oui combien de temps pour obtenir les résultats.
- ✓ Quelle est la disponibilité des informations :
- ✓ reçoit-elle le résultat des analyses qu'elle fait réaliser en laboratoire (Résultats analyses individuelles).
- ✓ A-t-elle accès à une base de données. Les consommateurs y ont-ils accès ?
- ✓ L'association reçoit-elle des alertes sanitaires à diffuser ou diffuse-t-elle des alertes ?

La pratique du drug checking dans le réseau				
	Drug testing (Contrôle rapide des produits)	Drug Checking (analyse en laboratoire)	Nb de jours pour résultats	Disponibilité des informations
Crew 2000	Non toléré	Oui par laboratoire d'hôpital	3 à 4	Résultats analyses ind. Pas accès database Info alerte
Chill Out Coll.	Rarement et uniquement en festival et free party.	Non		Néant
Techno Plus Techno Plus G.O. Techno Plus S.O Agoratek Le Tipi	Uniquement en événements illégaux.	Oui par médecins du Monde dans le cadre du projet SINTES	30	Résultats analyses ind. Pas accès database Info alerte
Energy Control	Uniquement en raves (pas en club).	Oui par laboratoire	15	Résultats analyses ind. Pas accès database ext. Usager accède à liste résultats d'energy control par e.group (éducation) Info alerte
Drop' In	Non toléré	Non		Non
Alice	Non toléré	Non		Donne liens sur leur site vers sites présentant des résultats d'analyse
Eve&Rave NRW	Non toléré	Ils envoient les substances en Suisse pour analyse. Parfois à des pharmaciens	7	Résultats analyses ind. Pas accès database Info alerte
Eclipse	Non toléré	Non		Néant
Drug Scouts	Non toléré	Non		Info alerte
Spica	Non toléré	Non		Info alerte

Les résultats font apparaître qu'il existe des disparités fortes selon les pays :

Au Royaume-Uni comme en Italie le testing n'est pas toléré, bien que les politiques de santé varient selon les régions.

En Espagne, Energy Control peut réaliser des opérations de testing mais ils sont les seuls dans le pays à le faire.

En Allemagne, depuis que le programme d'analyse et de testing piloté par l'association de santé communautaire Eve & Rave Berlin a été arrêté en 1996 par la justice, seule l'organisation DROBS à Hanovre (près de la Hollande...) pratique le testing et l'analyse avec l'accord du procureur. Les associations allemandes ont rédigé à la demande du Ministère de la Santé de Berlin un document extrêmement complet sur les bénéfices et limites du drug checking. Cette démarche est restée sans suite.

En France, la MILDT soutenait (à l'époque du questionnaire) l'analyse des produits à travers le projet SINTES ainsi que les opérations de testing réalisées dans un cadre "éthiquement correct". Ce cadre a été défini à la demande de la MILDT par l'ensemble des associations intervenantes dans un « cahier des charges ». A part cela, la situation est homogène sur l'ensemble du territoire.

Les **opérations de testing** ne sont en général pas tolérées excepté en France, Angleterre et Catalogne. Mais même dans ces régions, le testing n'est pratiqué qu'au cours de soirées illégales ou de raves mais jamais dans les clubs. L'hypocrisie qui tend à nier la consommation de drogues dans les clubs fait obstacle à l'éducation des jeunes consommateurs.

D'une manière générale, toutes les associations s'accordent à dire que l'intérêt du testing ne réside pas dans le résultat peu précis du test, mais dans le fait que le testing est un formidable outil de prise de contact et d'éducation à la santé.

Pour ce qui est de l'**analyse en laboratoire**, seule les associations situées en « zone de tolérance » peuvent y avoir accès, à condition d'être officiellement reconnue (c'est à dire d'être subventionnée, Chill Out Collective n'y a donc pas accès). En général les résultats sont fournis rapidement excepté en France (1 mois). Le délai rend l'opération sans intérêt. Aucun consommateur ne va attendre un mois pour se décider à prendre ou non son produit...

Concernant la **disponibilité des résultats d'analyse**, toutes les associations qui peuvent faire analyser des produits obtiennent le résultat de cette analyse « individuelle » et peuvent le retransmettre au consommateur si la démarche provenait d'un bénéficiaire. Aucune association n'a l'accès à une base de données « officielles » locales. Energy Control qui détient une liste de ses propres résultats, en donne accès au public uniquement par voie d'inscription à un e-groupe ce qui permet l'éducation de la personne afin qu'elle puisse ne pas interpréter abusivement les informations disponibles.

Pratiquement toutes les associations reçoivent des **alertes sanitaires** et les diffusent auprès du public (dans leurs locaux ou dans le cadre des chill out). Les associations bien intégrées les reçoivent des autorités, les autres du réseau Basics et partenaires.

Les associations qui n'ont pas la possibilité de pratiquer le testing ou de faire analyser rapidement des produits déplorent ce handicap en terme d'éducation des consommateurs, d'observation des pratiques et de protection efficace du public face aux produits dangereux.

Les partenariats scientifiques au sein du réseau

Crew 2000 travaille avec le Dr Sarah Riley (psychologue) de l'Université de Bath pour une recherche sur les tendances récentes, les bad trips et les problèmes familiaux. Ils travaillent ensemble également à la réalisation d'un questionnaire annuel destiné au jeunes consommateurs (consommation des drogues et évaluation des services de CREW 2000).

Les associations Techno Plus participent au projet TREND piloté par le point focal REITOX français (OFDT). Ils présentent leurs observations sur les tendances récentes d'usage des drogues en milieu festif et leurs propres analyses de la situation.

Techno Plus a Paris participe à un projet de recherche sur les bad trips piloté par le réseau RESTIM (réseaux de professionnels sur les stimulants). Egalement avec le RESTIM, Techno Plus a rédigé un document pour aider les consommateurs à évaluer leur consommation ("*repères*").

Le Tipi participe au projet SINTES avec l'OFDT.

Energy Control travaille avec le IMIM (Municipal Medical Investigation Institute), l'observatoire des nouvelles consommations de drogues chez les jeunes de Catalogne et la base de données EDDRA de l'EMCDDA.

Globalement, toutes les associations sont en relations avec des chercheurs intéressés par le sujet. Seules les associations susmentionnées développent des partenariats « scientifiques » concrets. Mais si l'on regarde bien, ces partenariats ont pour but de puiser dans la connaissance des associations, c'est à dire dans l'expertise des consommateurs. De plus, presque toutes les associations proposent des formations ou des sessions de sensibilisations auprès des professionnels (centres de soins, de prévention, travailleurs sociaux, médecins, Croix Rouge, etc...) ou des écoles.

Le constat est donc clair : Les associations du réseau Basics donnent leur savoir et leurs analyses mais ne reçoivent pas beaucoup d'information et de soutiens des milieux scientifiques.

82. Le Basics Research Group (BRG)

Ce groupe a été créé par les volontaires du réseau ayant une formation scientifique ou étant fortement investis dans ce domaine. Une rencontre fondatrice du BRG a été organisée fin mai 2002 à Barcelone. Le rapport de cette rencontre est jointe au présent rapport [*cf. annexe 6 – BRG report*]

A l'avenir, le BRG va avoir trois directions prioritaires de travail :

- ✓ **Investigation ethnologique**
- ✓ Poursuite de **l'étude des besoins des consommateurs en terme d'analyse des drogues**. Actuellement le questionnaire est mis en place on line sur tous les sites Internet du réseau. Dans le cadre du prochain projet les résultats seront analysés en fonction des pays, des scènes, etc...
- ✓ **Education/vulgarisation** : le BRG fera des fiches de synthèse sur les principales données scientifiques en matière de consommation de drogues, fiches qui seront mises en ligne sur l'ensemble des sites du réseau (partenariat envisagé avec Dance Safe – USA).

Recherche ethnologique

Afin d'améliorer notre connaissance des scènes festives et de nos actions et par conséquent, de proposer des réponses mieux adaptées, nous envisageons dans le cadre de notre prochain projet de réaliser une recherche ethnologique, sur la proposition d'une équipe d'ethnologues basée à Barcelone.

Cette recherche serait réalisée sur une base d'observation participative. Elle aurait pour objet de comparer les scènes et les actions de réduction des risques dans 3 villes couvertes par le réseau ainsi que de mettre en place une méthodologie évolutive et flexible que les groupes pourraient s'approprier et continuer à utiliser après le terme du projet.

Certains membres du réseau souhaiteraient que cette recherche les aide à mieux appréhender deux phénomènes ambigus :

- ✓ Pourquoi un groupe de santé communautaire investit une scène pour laquelle ses volontaires n'ont aucune affinité ? Par exemple, pourquoi une association de ravers "Trance" investit les clubs House de leur ville alors que les volontaires n'iraient jamais dans ces clubs pour leur propre plaisir ? En effet, il est curieux de constater qu'il est fréquent qu'un groupe de santé communautaire réalise des actions hors du champ communautaire.
- ✓ Les sentiments contradictoires des volontaires concernant le déroulement des soirées : si la soirée se passe bien, ils sont contents en tant que ravers/clubbers mais déçus en tant qu'acteurs de réduction des risques de leur peu d'utilité. Si une soirée se déroule mal et que de nombreuses interventions de soutien sont à effectuer, ils sont contrariés en tant que ravers/clubbers mais heureux d'avoir été aussi indispensables.

83. Le guide "recommandations sur les tests des drogues"

Ce document est un résultat attendu du projet [cf. annexe 3]. Il a pour objectif :

- ✓ de faire le point sur les différentes voies du "drug checking" ;
- ✓ de situer la position des associations de santé communautaire dans ce cadre ;
- ✓ de faire des recommandations de bonnes pratiques auprès des associations de santé communautaire ;
- ✓ de faire des recommandations pour participer à la politique européenne des drogues;
- ✓ de définir un cadre de réappropriation des résultats par les consommateurs.

Ce document a été traduit dans les 5 langues du réseau et est disponible sur le site www.basics-network.org.

84. L'évaluation des besoins des consommateurs en terme de "drug checking"

Cette étude a été initiée par l'association *Drug Scouts of Leipzig* pour **améliorer la question du drug checking en fonction des besoins exprimés par les consommateurs**. C'est également un excellent outil de communication avec le public. Un questionnaire a été rédigé puis traduit dans les 5 langues du réseau ainsi qu'en tchèque. Il est diffusé par les volontaires lors de leurs interventions en soirées et va l'être également sur les sites Internet des membres du réseau pour être rempli "on line".

Le questionnaire dans sa version française ainsi que le rapport produit par Drug Scouts sur ce sujet sont joints au présent rapport final [cf. annexe 3].

85. Le système d'alerte rapide

Dès la 1^{ère} rencontre du projet en novembre 2001 à Paris, nous avons mis en place un e-groupe destiné aux alertes sanitaires concernant les produits dangereux ainsi que l'échange d'informations sur les produits de façon plus générale. Les membres du réseau concernés y

étaient inscrits ainsi que les organisations *Modus Vivendi* (Bruxelles), *Jellinek Preventie* (Amsterdam) et *Check It!* (Vienne). Ce e-groupe a rempli sa mission puisque certaines alertes ont été relayées par cette voie, mais le peu de fréquentation du e-groupe nous a amené à adapter notre pratique : nous avons décidé de supprimer cet outil pour utiliser la mailing liste générale qui est encore plus ouverte et d'inscrire "warning" dans l'objet du message afin d'attirer l'attention des membres.

Chapitre 3 : EVALUATION

1. Généralités

Le projet du réseau Basics avait pour objectif principal de promouvoir une stratégie européenne de réduction des risques liée à l'usage des nouvelles drogues de synthèse en milieu festif, basée sur les associations d'éducation par les pairs issues du mouvement Techno.

Notre volonté de poursuivre les actions engagées dans le cadre d'un nouveau projet répondant à l'actuel appel à propositions de la **DG SANCO** montre que nous avons bien réussi à mettre en place une stratégie commune sur le long terme.

De plus, le rapport du Parlement Européen sur la proposition de recommandation du Conseil relative à la prévention et à la réduction des risques liés à la toxicomanie (COM(2002) 201 – C5-0270/2002 – 2002/0098 (CNS)) reprend la plupart de nos recommandations (chill out, projets de safer dance, analyse des drogues...) et soutient explicitement les actions des groupes d'éducation par les pairs et leur structuration en réseaux européens, ce qui montre la synergie créée entre notre stratégie et celle de l'Union.

Notre projet a connu des déboires (mise en place difficile du partenariat au démarrage du projet, annulation du Summer Tour) liés à notre inexpérience dans le domaine des projets européens, voir indépendants de notre volonté, mais nous avons su faire preuve d'adaptation en réagissant de façon rapide et efficace pour réorienter le projet en fonction des obstacles rencontrés.

2. Résultats attendus

La majorité des résultats attendus ont été atteints, certains ayant nécessité une réorientation en fonction des réalités rencontrées :

- ✓ Les 4 guidelines attendus ont été réalisés :
 - Guideline "*recommandations pour le chill out idéal*"
 - Guideline "*Guide de la formation pour des projets associatifs de santé communautaire dans le milieu techno*"
 - Guideline "*safer dance et projets de santé communautaire*"
 - Guideline "*Recommandations pour projets de santé communautaire émergent dans les milieux festifs liés aux musiques électroniques*"
- ✓ Le projet de définition d'un cadre de réappropriation des résultats d'analyse des drogues par les consommateurs a été élargi à un projet plus global contenu dans le Guideline "*Recommandation pour les tests des drogues*".
- ✓ Les traductions des documents de réduction des risques existant ont été réalisés et nous avons créé ensemble un nouveau document : **Drug Mix**.

- ✓ Nous avons réorienté notre action tendant à favoriser l'émergence de projets de santé communautaire vers un soutien aux groupes émergents dont nous ignorions l'existence à la conception du projet : **Drug Art (Ljubljana), Špica (Zagreb) et Sklenik (Brno)**.
- ✓ Nous avons mis en place un système d'alerte rapide sur les substances dangereuses (e-groupe).
- ✓ Nous avons rédigé notre charte, défini les conditions d'intégration au réseau et étudié de façon détaillée le projet de création d'une entité juridique que nous avons finalement choisi, en connaissance de cause, de ne pas réaliser.

Deux résultats n'ont pas été atteints :

- ✓ Nous n'avons pas mis en oeuvre de sessions de formation en commun de volontaires, action pour laquelle nous n'étions pas encore réellement bien préparés, le concept même de formation ayant dû être défini plus clairement durant le projet (voir le guideline de recommandations sur ce sujet).
- ✓ Nous n'avons pas observé la création d'activité de loisir positif directement liée aux échanges de volontaires mais la courte durée du projet ne permet pas encore de mesurer l'impact de ces échanges.

3. L'avenir du réseau

Le réseau Basics se prépare à répondre à l'actuel appel à propositions de la **DG SANCO**. Une réunion de partenariat a été réalisée à Barcelone fin février 2003. **Energy Control** (Association ABD de Barcelone) sera le prochain porteur du projet d'une durée prévue sur 3 ans.

Le réseau va travailler de façon un peu différente : Une coopération renforcée entre les membres les plus actifs qui seront partenaires officielles du projet et un partenariat élargi aux associations non communautaire de réduction des risques en milieu festifs (**Modus Fiesta** – Bruxelles -, **Check It!** – Vienne -, **Jellinek Preventie** – Amsterdam -, **Lifeline** – Manchester - ...) et aux associations communautaires non-européennes (**Dance Safe** – USA -, **Trip** – Toronto -, **Dance Drug Alliance** – Australie -...).

Nous projetons également de transférer notre capacité à travailler en réseau de Basics vers les réseaux nationaux tels que **SONICS** (Allemagne) et d'éviter le problème des groupes nationaux leaders qui transmettent peu aux groupes plus satellites. Ce projet pourra être évalué facilement par une enquête de satisfaction auprès des groupes non-leaders.

Le développement du réseau va se faire par la mise en place de sous-réseaux thématiques pour chaque tâche avec de multiples référents par groupes afin d'augmenter le nombre de volontaires impliqués. Par ailleurs, le salariat sera divisé en temps partiels attribués aux différentes tâches. Le chef de projet jouera ainsi plus un rôle de médiateur et ne capitalisera pas seul les bénéfices du projet.

Nous avons l'intention d'organiser des grands meetings intégrant :

- ✓ soutien à la création de projets locaux de safer dance avec les autorités locales et les chefs d'établissements ou organisateurs de soirées ;
- ✓ organisation de sessions de formation de volontaires ;
- ✓ interventions en commun sur site.

Pour conclure, nous espérons avoir apporté la preuve que la mise en place de partenariats entre les institutions européennes et les réseaux de santé communautaires étaient utiles et viables. En ce qui nous concerne, aux vues des résultats obtenus cela ne fait aucun doute et nous remercions la Commission pour la confiance qui nous a été accordée.

Ce rapport a été produit par un contractant pour la Direction Générale de la Santé et Protection des Consommateurs et représente les opinions du contractant ou auteur. Ces opinions n'ont pas été adoptées ou en aucun cas approuvées par la Commission et ne représentent pas nécessairement l'opinion de la Commission ou de la Direction Générale de la Santé et Protection des Consommateurs. La Commission Européenne ne garantit pas l'exactitude des données délivrées par cette étude, de même qu'elle ne accepte aucune responsabilité de l'usage qui en est fait.